

DÉMYSTIFIER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

LE CLIMAT

Nous sommes tous conscients de l'urgence de prendre des mesures contre le réchauffement climatique et la sécheresse qui sévit particulièrement cette année. Les projets de centrales photovoltaïques au sol dans les espaces naturels qui se multiplient dans toute la région PACA et dans le monde entier sont censés répondre à cette problématique.

Le réchauffement climatique est dû : d'une part à l'augmentation des gaz à effet de serre et d'autre part à une déforestation massive et à l'artificialisation des sols qui ne stockent plus le carbone qui est rejeté dans l'atmosphère. En même temps de plus en plus de gaz est émis, de plus en plus de forêts sont rasées et les sols de plus en plus artificialisés. Les catastrophes naturelles les plus désastreuses pour l'humanité sont dues aux inondations et à la sécheresse, c'est à dire au dérèglement de la pluviométrie.

LE RÔLE DES FORÊTS ET DES ESPACES NATURELS

Les arbres et le sol : des puits de carbone

Les arbres absorbent du carbone par leur croissance et le libèrent quand on les détruit.

Le sol vivant est composé de matière organique (les végétaux, les champignons, les lichens, les racines, le bois mort, la litière, les micro-organismes...), et de la matière organique décomposée migrant dans le sol. Ce sol contient environ 45% de carbone absorbé dans l'atmosphère.

Lorsqu'on fait une coupe rase, qu'on dessouche, qu'on racle bien le sol avec des engins qui pèsent des tonnes et des tonnes pour bien l'aplanir, on détruit donc toute biodiversité, on libère le carbone stocké depuis de nombreuses années dans le sol et les arbres, et ici on n'en stockera plus. Il sera très difficile de replanter des arbres dans un sol mort et cela prendra plusieurs décennies.

De l'évaporation des forêts vient la pluie

Le second problème posé par la déforestation est le dérèglement pluviométrique ; les sécheresses et les inondations.

« Une grande partie de l'eau évaporée et transpirée par les arbres à partir d'un territoire contribue aux précipitations sur le territoire considéré. On appelle ce phénomène le recyclage des précipitations. Les arbres envoient de très grandes quantités de vapeur d'eau dans l'atmosphère, mais également des molécules qui permettent à cette vapeur d'eau de s'y fixer et de tomber sous forme de pluie. (Lire à ce sujet *La vie des arbres*.) » (Richard Faye sur le site Amilure). Les études d'impact commandées par les industriels pour avoir l'autorisation de détruire un espace naturel n'en tiennent pas compte

Les hydrologues disent qu'en moyenne, en zone tempérée, 70% de la pluie provient de l'évaporation des arbres, l'autre partie de l'évaporation des mers.

Les forêts sont les réservoirs de la biodiversité

La biodiversité c'est à dire l'ensemble de ce qui est vivant sur terre, la diversité donc du vivant, la faune, la flore, les micro organismes, est en péril. Nous perdons la diversité du vivant à cause du réchauffement, du dérèglement pluviométrique, des pesticides, de la pollution, de la perte de l'habitat (déforestation, bétonisation des espaces naturels) etc.

La déforestation est une des causes importantes de la perte de la biodiversité. Les études d'impact répertorient la flore et la faune visibles sur un terrain sur lequel toute vie sera détruite. S'ils trouvent des espèces protégées car en voie de disparition, ils obtiennent systématiquement une dérogation. Ces études ne tiennent pas compte de la vie du sous-sol : bactéries, insectes anaérobies, rhizosphère...

De la biodiversité dépend la survie de l'humanité.

LES GAZ A EFFET DE SERRE

Les gaz à effet de serre sont dus principalement aux énergies fossiles qui servent aux transports des marchandises et des hommes, à l'industrie, à l'agriculture « conventionnelle » et aux besoins domestiques. Ils sont responsables du réchauffement climatique. Ils sont absorbés par la vie des océans et par celle des espaces naturels et forestiers.

Il faut noter que les monocultures de résineux sont très pauvres en biodiversité et ne contribuent que très peu à la régulation de la pluviométrie.

Nous avons, pour simplifier, trois problèmes pour que l'humanité et la nature, dans et grâce à laquelle nous vivons, survive avec nous, sinon ce sera sans nous.

Le réchauffement climatique
Les sécheresses et inondations
La perte de la biodiversité

LES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES PROPOSÉES PAR NOS DIRIGEANTS

Ou comment prétendre se passer des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz).

Les panneaux solaires ne produisent que le jour, les éoliennes que lorsqu'il y a du vent. Ce sont des sources d'énergie intermittentes, il faudra donc une source d'énergie autre et à disposition : le nucléaire, les centrales thermiques à bois, à pétrole, à gaz, ou à charbon.

Les compagnies pétrolières continuent à prospecter, à forer, à polluer et à faire des bénéfices indécents, notre gouvernement a fait un contrat avec les USA pour importer du gaz de schiste et va construire un nouveau port au Havre pour le recevoir.

Il communique sur l'hydrogène vert produit par des énergies renouvelables.

Le projet « HY GREEN » à Oraison nécessite 1500 ha de panneaux solaires dont la plus grande partie se fera sur les espaces naturels. Mais la quantité d'hydrogène produite suffira à peine pour les besoins de l'industrie chimique, de la fabrication des engrais, et la métallurgie. Et pour l'image « verte » on fera rouler quelques bus à hydrogène en ville.

Ils rénovent les centrales nucléaires et vont en construire d'autres, ils installent des milliers d'ha de panneaux photovoltaïques, des centaines ou plus d'éoliennes sur terre et sur mer, des centrales à gaz de schiste ; des centrales à bois etc.

Leur objectif est clair : produire toujours plus pour consommer toujours plus

Le nucléaire

Une centrale nucléaire est la façon la plus dangereuse de faire bouillir de l'eau ! En dehors des risques d'accident, (le risque zéro n'existe pas), la fabrication d'une centrale nécessite énormément de ciment (une des industries les plus émettrices de CO2) et une technologie engendrant : des gaz à effet de serre considérables à la fabrication, des pollutions, la misère et les maladies des populations qui travaillent dans les mines d'uranium (touaregs dans les mines d'uranium d'Arlit au Niger par exemple).

Une grande partie de l'uranium vient aussi de Russie ! Belle indépendance ! À cela s'ajoute le coût exorbitant du KW produit par le nucléaire, l'absence de visibilité sur le coût du démantèlement, (que faire de tous ces matériaux irradiés ?) et le problème du stockage des déchets nucléaires.

EDF étant une entreprise publique, tout est à la charge du contribuable.

Les énergies renouvelables, bien plus rentables, sont attribuées au secteur privé.

Les énergies « renouvelables »

Les écologistes et les scientifiques nous alarment depuis des décennies sur la catastrophe climatique qui nous attend. Nos dirigeants (les gouvernements, la finance..) ont fini par croire ce qu'ils voyaient et ce que tout le monde ou presque avait déjà constaté : on va à la catastrophe.

Les industriels des énergies renouvelables ont proposé des solutions qui en principe pourraient réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Nos dirigeants ont alors proclamé qu'ils avaient trouvé LA SOLUTION.

Et ils ont fait d'une pierre deux coups, relancer l'économie par une révolution industrielle en passant par le tout électrique, et prétendre réduire considérablement les émissions de CO₂.

L'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

La fabrication des panneaux et de la technologie qui va avec, a été confiée à un pays industrialisé : la Chine qui dispose d'une main d'œuvre bon marché, du savoir faire, et d'une population qui ne peut s'opposer à la pollution provoquée par l'extraction des terres et métaux rares et de la pollution des usines en général.

Cela a l'avantage, pour nous, du faible coût et de la délocalisation de la pollution.

Nous en sommes donc dépendants.

Un panneau solaire produit peu; il en faut donc énormément. Un ha de panneaux produit environ 1,8 MWC : on mesure en Méga Watt crête c'est à dire au maximum de ses possibilités: quand le ciel est entièrement dégagé, quand le soleil est à son zénith et quand il ne fait pas trop chaud (le rendement baisse avec la température au dessus de 25°) Mais c'est là-dessus qu'on se base pour faire les calculs de bilan carbone.

Après trente ans, les panneaux ne produisent plus ou presque, il faut donc les démonter, et les transporter pour les recycler. Dans trente ans, il y aura des millions de panneaux à recycler en même temps, en espérant que les multinationales propriétaires de ces panneaux auront l'honnêteté de s'en charger, et que le transport et le recyclage n'alourdissent pas exagérément le bilan carbone de cette solution pas si miraculeuse.

La production d'électricité par des panneaux solaires d'après de savants calculs que personne ne vérifie est censée produire peu de gaz à effet de serre (fabrication, transport et recyclage) au bout de quelques années, admettons que cela soit vrai. Mais ils ne comptent pas ce qu'ils lâchent de CO₂ par la déforestation et la destruction du sol car ils vont, par des mesures de compensation, payer pour replanter des arbres, on ne sait pas où, ni lesquels ni si ce sera contrôlé. La pluviométrie et la perte de biodiversité ne sont pas prises en compte.

Les communicants du ministère de l'écologie et des opérateurs parlent de les installer sur des espaces artificialisés comme les ombrières de parkings, les toits, le bord des autoroutes etc.

Mais en réalité, ici, dans la montagne de Lure et tout autour, les projets de ce qu'ils osent appeler « parcs » ou « fermes » ou « champs » photovoltaïques que nous appelons centrales photovoltaïques se font dans les espaces naturels et surtout à la place des forêts (plus de 500 ha dans Lure). Sur les parkings des zones commerciales, sur leurs toits, donc sur les zones artificialisées, les industriels n'en installent pas. Leur seul argument est que ça coûterait « trop cher » ! C'est à dire qu'ils feraient moins de profit. C'est la loi du marché, la libre concurrence.

Ce que dit la loi

Les lois et les réglementations promues par nos élus et les services de l'état, les recommandations des instances européennes, de l'ONU, des experts du GIEC etc... s'opposent aux centrales photovoltaïques dans les espaces naturels et forestiers. Mais les entreprises demandent des dérogations et les obtiennent. Au besoin, nos élus changent les lois et vont prétendre que ces centrales n'artificialisent pas les sols sous prétexte que dans trente ans la nature pourrait reprendre ses droits.

Les pouvoirs publics n'ont fait aucun plan d'aménagement pour l'implantation des centrales solaires ; les entreprises peuvent donc tenter leur chance n'importe où, en proposant un loyer conséquent aux municipalités, aux propriétaires privés, aux paysans. Là encore c'est la loi du marché. Ils doivent ensuite faire en sorte avec l'aide des municipalités et de la préfecture de rentrer dans le cadre de la loi. De dérogations en dérogations, après les modifications des documents d'urbanisme (Scott, Plu, carte communale), et grâce au fait que le législateur ait décrété que l'implantation de ces projets ne constituent pas une artificialisation des sols, ils passent la première étape.

Les études d'impact

Les industriels du photovoltaïque doivent ensuite produire une « étude d'impact » qu'ils confient à un bureau d'études naturaliste qui répertorie toute la faune et la flore présente sur le terrain et étudie les conséquences de l'écoulement de l'eau après le défrichage et le tassement du sol. Ces bureaux d'études sont nombreux et en concurrence, et ne doivent pas décevoir leurs clients qui sont des industriels ou des financiers voulant prouver que leurs projets ne sont pas néfastes pour la nature.

Pourtant ces bureaux d'études répertorient toutes les espèces qui vont : soit mourir, soit s'enfuir. Les bureaux d'études naturalistes vont alors proposer ce qu'on appelle des mesures ERC : Eviter, Réduire, Compenser.

Eviter : consiste par exemple à ne pas défricher pendant une période de reproduction ou à contourner une petite zone sensible.

Réduire : à diminuer la surface du parc de quelques hectares.

Compenser : à laisser des petits passages dans le grillage de clôture pour que la petite faune puisse se promener au milieu des panneaux solaires, à faire pousser de l'herbe et à y faire paître des brebis, et surtout à verser de l'argent à un organisme, le Fond Stratégique de la Forêt et du Bois qui a pour but de « valoriser » (financièrement) la forêt et le bois. (S'ils replantent des arbres, ils devront être rentables donc de la monoculture de résineux qui pousse souvent à l'aide d'intrants chimiques, sans intérêt ni pour la biodiversité ni pour la pluviométrie par leur faible transpiration)

Ces études d'impact n'ont d'autre but que de faire croire que ces projets sont écologiques et bons pour la planète car ils ont, après de savants calculs, écrit que le bilan carbone est positif. Ce bilan est basé sur le fait que ces parcs feront économiser une certaine quantité d'énergie fossile.

Ces études d'impact ne tiennent pas compte :

- Du carbone libéré dans l'atmosphère par la destruction du sol,
- De la perte de biodiversité du sous sol
- De l'impact du cumul des projets,
- De l'échauffement des panneaux qui peuvent atteindre 85° en surface ! (Imaginez que 500 ha de panneaux en plein été à 85° n'aurait pas d'influence sur le micro climat !)#
- De l'impact de la pluviométrie; la pluie au lieu d'être stockée dans le sol et transpirée par les arbres, va ruisseler de ruisseaux en rivières jusqu'à la mer, la fertilité du sol se dégradera considérablement : il pleuvra moins.

La sécheresse et le réchauffement ne pourront que s'empirer !

L'AGRIVOLTAÏSME

Les terres agricoles sont là pour nourrir l'humanité. Les industriels proposent des revenus très intéressants aux agriculteurs qui vont gagner beaucoup plus qu'en cultivant. Les industriels achètent aussi des terres agricoles à des prix bien supérieurs que ceux du marché, provoquant une inflation importante du foncier agricole. Les jeunes qui voudraient s'installer n'ont plus accès au foncier. Ceux qui louent leurs terres ne dominent pas la technologie de l'orientation des panneaux. Le risque est grand de voir ces terres ne plus produire que de l'électricité. (Voir le point de vue des syndicats : Jeunes agriculteurs, et Confédération paysanne).

Nous sommes fermement opposés à l'agrivoltaïsme

LA BIOMASSE

Les centrales à biomasse ne devraient brûler théoriquement que du bois provenant des déchets de l'industrie du bois. En réalité elles sont majoritairement approvisionnées par des coupes rases. La centrale de Gardanne consomme 850 000 tonnes de bois par an et a abandonné l'approvisionnement du bois du Brésil pour du bois européen. (Source Reporterre).

C'est de la déforestation pure et dure.

LE RÔLE DES COP

À aucun moment, nos dirigeants n'ont envisagé des vraies mesures car elles pourraient porter préjudice au système économique et risqueraient de réduire les profits faramineux du monde de la finance.

Nos dirigeants, en confiant la transition énergétique au secteur privé, raisonnent avec les œillères du dogme libéral qui prétend que seule la loi du marché peut résoudre les problèmes.

A partir de ce dogme libéral ils ont créé le marché carbone avec les COP#... déjà la COP 27 (Climat).

Avec la COP 15 de la biodiversité, ils sont en train de mettre en place le marché de la biodiversité. Les COP ont pour objectif de donner une valeur monétaire aux émissions de gaz à effet de serre et à la disparition de la faune et de la flore pour continuer à polluer et détruire en échange d'argent qui doit « compenser » l'élimination de la faune, de la flore et le réchauffement !

Les résultats d'augmentation des gaz à effet de serre, et de perte de biodiversité sont catastrophiques et les résultats en terme de profits pour les multinationales de l'énergie sont mirobolants.

Ce sont leurs solutions !

Incontestablement ces solutions ne font qu'aggraver le problème.

Les solutions de nos dirigeants ne luttent ni contre le réchauffement climatique ni contre le dérèglement de la pluviométrie, ni contre la perte de la biodiversité.

CHANGER DE MODÈLE

Nous allons isoler nos maisons, baisser le chauffage, covoiturer et télé travailler. C'est bien.

Les industriels vont continuer à extraire les minerais et les matières premières à un bout du monde, à les transformer à des milliers de kilomètres et à les transporter ici ou là pour finalement les assembler dans un pays qui nous vendra des produits « made in France ».

Le transport international, le transport aérien et maritime ne sont pas comptabilisés dans les émissions de gaz à effet de serre de chaque pays. Le kérosène pour les avions et le fioul des navires est détaxé.

La détaxation du carburant du transport international, l'absence de taxes aux frontières permet de délocaliser l'industrie et la main d'œuvre là où c'est moins cher et en même temps de délocaliser la pollution, les gaz à effet de serre. Cela engendre des guerres (Congo pour les terres et métaux rares), une pollution mortifère dans les mines, le travail forcé des enfants, des déplacements de population, l'anéantissement des peuples autochtones (Amazonie) etc.

Grâce à ce système économique nous pouvons, ceux qui en ont encore les moyens, nous acheter des vêtements neufs et à la dernière mode chaque saison, des nouveaux portables qui vont plus vite, des télévisions très grandes pour voir des matchs de foot climatisés, et bientôt des voitures électriques qui se garent toutes seules et qui ne polluent pas chez nous etc. Tout ceci est-il important ? Nécessaire ?

L'objectif de l'association « NEGAWATT » est de prouver qu'il est possible de se passer du nucléaire et des énergies fossiles avec les énergies renouvelables. Pour la région PACA, leur scénario propose 12 000 ha de panneaux solaires ce qui paraît difficile uniquement sur les « surfaces artificialisées » et 449 méga-éoliennes en mer, ce qui ne nous semble pas raisonnable. Il ne tient pas compte, lui non plus, du rôle climatique et particulièrement pluviométrique des forêts, ni de la perte de biodiversité. Et de toute façon, les dirigeants ne pensent pas se passer ni du pétrole, ni du gaz ni du nucléaire.

Ils ne proposent pas de changer de modèle économique. Nous ne croyons pas au capitalisme vert.

DES PROPOSITIONS DE BON SENS

Le gaspillage alimentaire, la gabegie de l'habillement, l'obsolescence programmée, le stockage dans les Datacenter de nos données personnelles et de toutes nos activités sur le web, la fabrication et la vente des objets connectés, et plus généralement de toute cette technologie qui, au nom de l'innovation nous rend de plus en plus dépendant de cette soi-disant « intelligence » artificielle, ont un impact considérable sur nos émissions de CO2 que personne ne comptabilise et qui n'apportent rien que du faux confort, de la fausse sécurité, de la beauté artificielle... « L'illusion du bonheur ». Il faut s'en passer.

Il n'y a pas d'énergie propre. On ne sait pas aujourd'hui transformer une énergie naturelle ou fossile sans préjudice pour la nature qui est notre habitat.

La seule énergie propre est celle que nous ne transformons pas. Le vent qui fait avancer un bateau, ou fait tourner les pales d'un moulin, le soleil qui chauffe directement un four ou de l'eau ou un liquide caloporteur comme dans le solaire thermique. Mais cela ne nous suffira pas.

Il faut donc continuer à produire de l'énergie de la façon la moins préjudiciable possible pour notre environnement.

Combien ? Comment ? Où ?

Par qui : l'état ? Les collectivités ? Les particuliers ? Probablement un peu tous, sauf le secteur privé, et surtout pas des multinationales—comme Qénergie filiale de la société coréenne Hanwa, Engie, Boralex, etc.—dont les sièges sociaux sont bien souvent hors UE, ce qui les met hors de notre juridiction en cas de procès.

Nous, le collectif ELZEARD, ne proposons pas de solution miracle, mais des propositions de bon sens :

- Supprimer le gaspillage
- Que les centres commerciaux qui consomment surtout le jour produisent leur électricité, sur les toits et sur les parkings
- Que les zones industrielles fassent de même
- Que l'on produise au plus près des lieux de consommation en règle générale
- Mais qu'on interdise les panneaux solaires sur les zones naturelles, forestières ou agricoles

Posons-nous la question : de quoi avons-nous réellement besoin, pour quels besoins essentiels ? Combien d'énergie nous faut-il pour ces besoins essentiels, et comment la produire de façon la moins préjudiciable ?

Nous soutenons les projets citoyens et raisonnables de production,
Nous soutenons l'agriculture paysanne, de proximité et biologique,
Nous sommes pour des forêts aux essences diversifiées productrices de biodiversité, de fraîcheur et de pluie,

Nous réfléchissons à comment réduire notre consommation, individuellement et collectivement.

Nous nous opposons aux projets industriels qui détruisent le vivant donc ne peuvent qu'aggraver la situation dramatique qui va s'accroître les prochaines années,

Nous essayons d'expliquer et de convaincre ceux qui sont dans la confusion entretenue par les médias et les lobbies et ne savent pas quoi en penser.

COLLECTIF ELZÉARD LURE EN RESISTANCE

Rappel : CE QUE SONT LES COP

La Conférence des Parties (Conference of the Parties) désigne couramment la **réunion annuelle** des États pour fixer les **objectifs climatiques mondiaux**. En fait, la COP est une forme d'organisation propre à certaines conventions internationales. Dans le domaine de l'environnement, il existe ainsi **3 COP**, nées de 3 conventions signées à l'issue du "Sommet de la Terre" de Rio en 1992 : la COP sur la biodiversité, la COP sur la lutte contre la désertification et la COP sur les changements climatiques qui est la plus importante des trois.

Prévue par la **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques** (CCNUCC) de 1992, la COP sur les changements climatiques se réunit tous les ans depuis 1995. Ont été signés dans ce cadre le **Protocole de Kyoto** en 1997 et l'**Accord de Paris** en 2015.

L'AVIS DU GIEC

En matière d'agriculture, de forêt et de changement d'occupation des sols, les leviers les plus efficaces restent la séquestration du carbone dans les sols agricoles, notamment en améliorant leurs teneurs en matière organique et la réduction voire l'arrêt de la déforestation. La lutte contre le gaspillage alimentaire et la conversion vers une diète plus durable et moins carnée comptent pour une moindre part.

A CONSULTER

L'article de Richard Fay sur le site d'AMILURE

<https://amilure.org/actualites-enr/2022/11/ce-nest-vraiment-pas-le-moment-de-defricher>

L'article de Daniel Hofnung dans la revue les possibles d'attac

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-34-hiver-2022/debats/article/distinguer-changement-climatique-et-rechauffement-climatique>

Sur l'agrivoltaïsme

https://www.confederationpaysanne.fr/mc_nos_positions

Sur la température des panneaux

<https://news.dualsun.com/technologie-solaire/surchauffe-panneau-solaire>

L'Age de fer journal N° 180- janvier 2023